



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



janvier 2013

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la dernière sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veilleagri.hautetfort.com/>).

NB : La veille prospective du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus non figé d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle du ministère.

Céline Laisney

Chargée de mission Veille, Centre d'études et de prospective

POLITIQUE AGRICOLE

États-Unis : fin des paiements directs découplés, quel incidence pour les producteurs ?

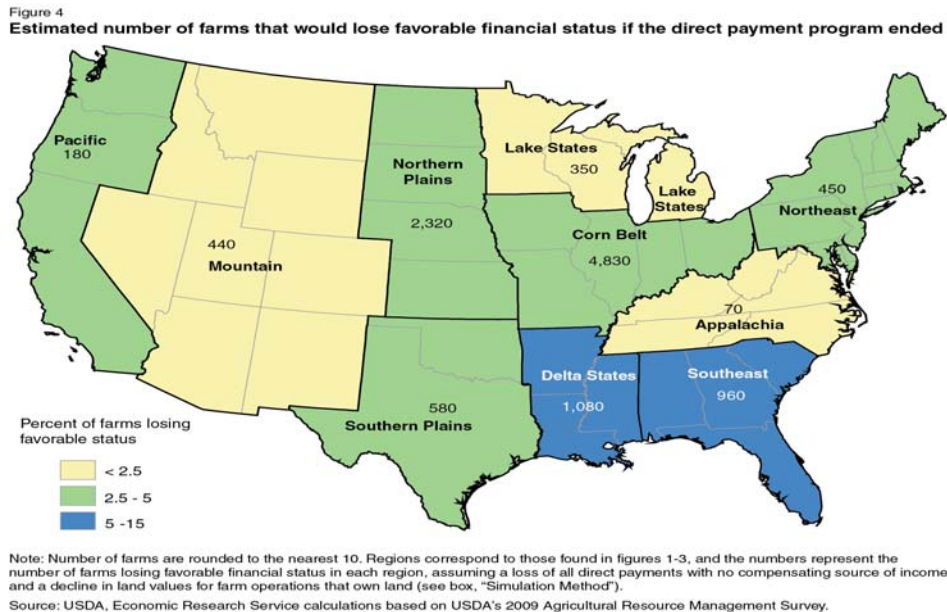
Le département de recherche de l'USDA a publié récemment une étude visant à estimer l'impact pour les exploitants américains de la suppression des paiements directs découplés. Bien que le Congrès ne soit pas parvenu en 2012 à adopter un nouveau *Farm Bill* faute d'accord, ce qui s'est traduit par l'extension du *Farm Bill* actuel pour une campagne supplémentaire, une mesure faisait relativement consensus au Sénat comme à la Chambre des représentants : la volonté de supprimer les paiements découplés (DP pour *direct payments*).

L'étude de l'USDA estime dans ce contexte l'impact sur les exploitations de cette suppression. Dans ce document, l'USDA envisage deux types d'effets, l'un direct qui correspond au montant budgétaire transféré aux éleveurs, l'autre indirect via l'appréciation des prix des terres éligibles du fait de la « capitalisation » des DP dans ce facteur. L'USDA souligne que cet effet est controversé et plus difficile à estimer et ne retient que l'hypothèse de capitalisation maximale. Même dans ce cas, l'effet direct de la suppression des DP prime nettement sur l'effet indirect.

Mobilisant de nombreuses bases de données microéconomiques, les estimations mettent en évidence de fortes disparités géographiques dans l'impact des paiements directs, et donc de leur suppression. En moyenne, en 2010, les paiements directs représentaient 39% du total des paiements gouvernementaux aux exploitations et environ 6% du revenu net des exploitations. L'impact de la suppression de ce soutien est essentiellement estimé selon un critère de « santé financière » des exploitations (défini en fonction du caractère positif ou non des revenus et du niveau d'endettement).

La conclusion de l'USDA est que seuls 2% des exploitations touchant des DP perdraient leur statut favorable selon ce critère, soit 11 000 exploitations environ. Certaines régions, comme le Delta du Mississippi par exemple, seraient les plus affectées (13% des exploitations concernées perdant le statut favorable). Compte tenu des hypothèses de modélisation, ces résultats sont

annoncés comme correspondant à la fourchette haute.



Il convient de signaler que cette étude n'intègre pas les nouveaux programmes, davantage contracycliques, envisagés par l'une ou l'autre des chambres du Congrès et destinés à remplacer les DP. De même, aucune simulation ne permet d'apprécier la sensibilité des résultats à une évolution des cours des productions ou des intrants (l'année de référence des simulations étant 2009).

Pierre Claquin, Centre d'études et de prospective

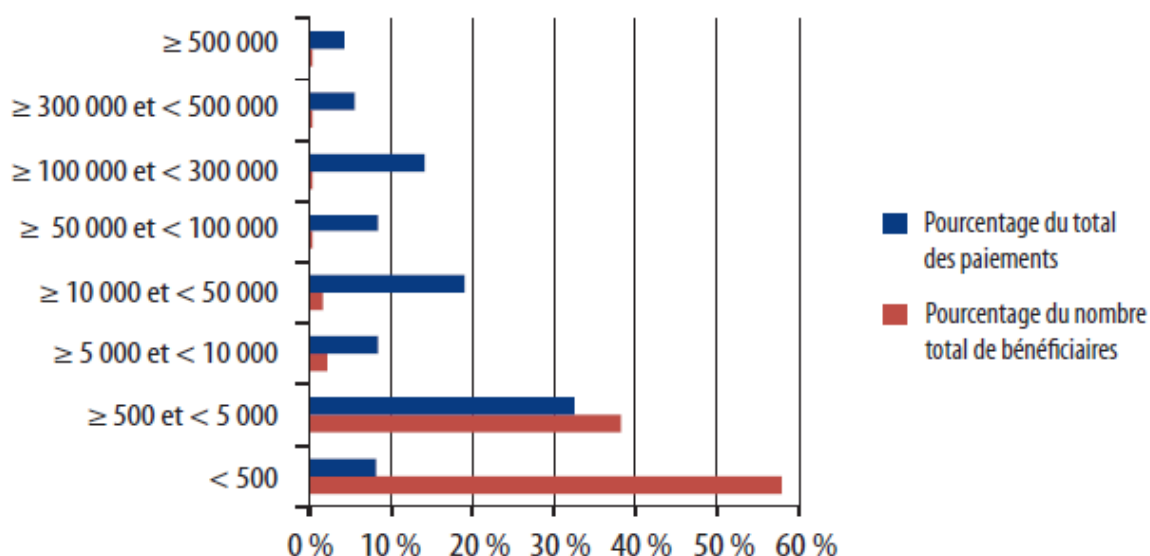
Source : USDA <http://www.ers.usda.gov/publications/eib-economic-information-bulletin/eib103.aspx>

La Cour des Comptes européenne évalue l'efficacité des DPU dans les nouveaux États membres

Après son rapport spécial de 2011 consacré aux Régime de Paiement Unique, la Cour des Comptes revient sur le sujet avec la publication d'un rapport portant sur l'efficacité de la mise en œuvre du RPU simplifié (RPUS) dans les nouveaux États membres (NEM). Deux critiques principales émanent de ce rapport :

- comme souligné en 2011, la Cour revient sur un ciblage insuffisant des bénéficiaires des aides (versement d'aides à des bénéficiaires n'exerçant pas d'activité agricole ou à titre marginal) et des surfaces éligibles (terres affectées à des activités non agricoles).
- par ailleurs, si les aides découplées ont effectivement permis de soutenir les revenus des activités agricoles, la Cour des Comptes critique les conséquences de leur modalité d'octroi (à l'hectare), en traînant notamment, du fait de la structure duale de l'agriculture caractéristique des NEM, la concentration des versements pour un faible nombre de bénéficiaires. Sur ce volet, la Cour recommande ainsi une répartition plus équilibrée des soutiens, en mentionnant deux outils : le plafonnement des versements par bénéficiaire ; la prise en considération des conditions différenciées de production selon les régions (liées à la production de biens publics).

RÉPARTITION DE L'AIDE AU REVENU AU TITRE DU RPUS (MONTANTS EN EUROS)



Source: Cour des comptes européenne, sur la base des données de la Commission européenne relatives aux paiements (CATS).

Source : Cour des Comptes européenne :

<http://eca.europa.eu/portal/pls/portal/docs/1/18902764.PDF>

Le rapport de 2011 sur le régime de paiement unique :

<http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201107/20110705ATT23312/20110705ATT23312FR.pdf>

Marie-Sophie Dedieu, Centre d'études et de prospective

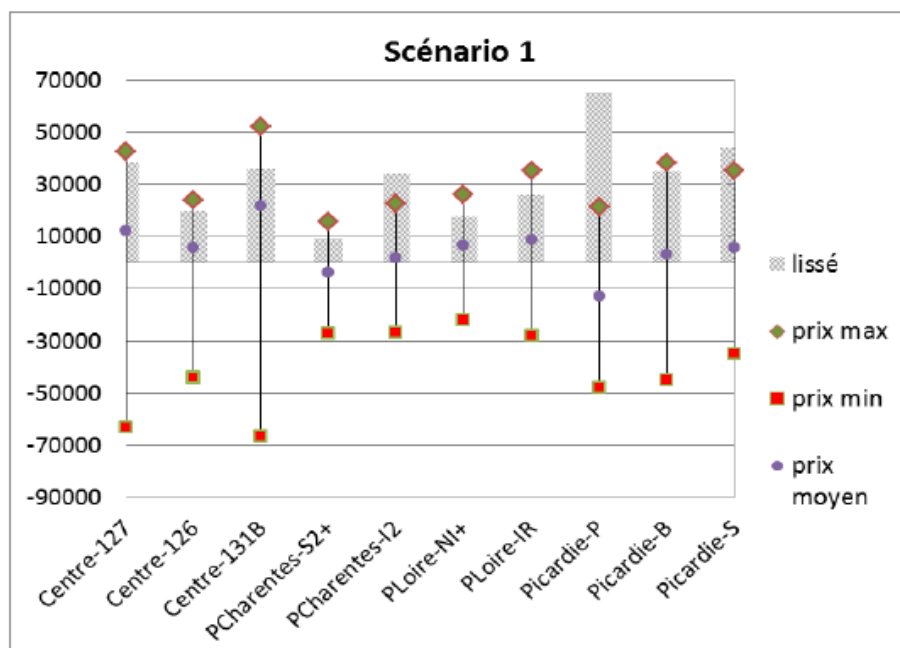
PRÉVISION

Résultats économiques des exploitations de grandes cultures : les scénarios de l'APCA

Dans un contexte de volatilité croissante des prix des produits agricoles, de hausse du prix des intrants et d'incertitudes quant à la future Politique agricole commune, les chambres d'agriculture ont récemment analysé l'effet de différents scénarios à l'horizon 2020 sur les résultats économiques des exploitations de grandes cultures.

À cet effet, différentes combinaisons de prix ont été testées pour les céréales et oléoprotéagineux (de 96 €/t à 196 €/t par exemple sur le blé tendre, soit relativement plus bas que les niveaux actuellement observés), le pétrole, l'azote, s'ajoutant à différents niveaux envisagés pour les futures aides découplées. Quant aux ressources naturelles, un volet sur les disponibilités de ressources en eau est également pris en compte.

Pour le scénario « tendanciel » intégrant des incertitudes de prix (hypothèses de prix basse, moyenne et maximale), un baril de pétrole compris entre 120 et 140 dollars, un prix de l'azote à 160 (pour une base 100 en 2005) et des aides premier pilier telles que décrites par la Commission en octobre 2011 (143 € de paiement de base ; 81 € de paiement vert), les revenus par actif pourraient varier entre – 70 000 € et + 50 000 € par actif non salarié, selon les hypothèses de prix retenues :



Pour rappel, d'après les derniers résultats de la Commission des Comptes de l'Agriculture, les revenus des exploitations spécialisées en grandes cultures s'établissaient à plus de 70 000 € / actif non salarié pour l'année 2012 du fait d'une conjoncture très favorable. Les auteurs soulignent en conclusion les risques que présenterait une forte chute des prix agricoles (résultats économiques dans le rouge) et ouvrent vers quelques voies d'adaptation des structures de production afin de leur assurer une meilleure résistance : gestion du matériel, des techniques culturales, diversification des activités, etc.

Marie-Sophie Dedieu, Centre d'études et de prospective

Source : APCA

[http://www.chambres-](http://www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Cles_agriculture/Lettre_economique/Analyses1211.pdf)

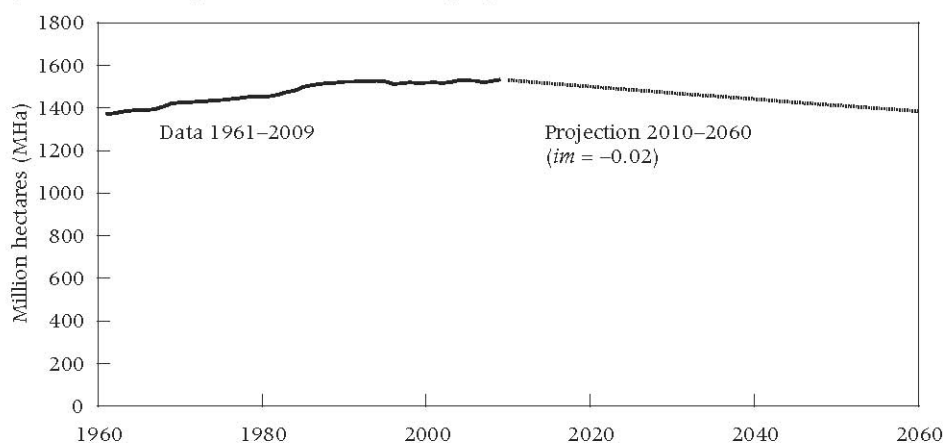
[agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Cles_agriculture/Lettre_economique/Analyses1211.pdf](http://www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Cles_agriculture/Lettre_economique/Analyses1211.pdf)

Vers un pic des terres cultivées ?

Dans une étude publiée dans la revue *Population and Development*, des chercheurs de l'université Rockefeller de New York estiment que nous devrions atteindre, d'ici 2060, un « pic des terres cultivées » (*peak farmland*), soit une stabilisation des superficies nécessaires pour nourrir l'humanité. Une croissance démographique plus lente, une augmentation modérée de la consommation de viande, des progrès technologiques permettant d'améliorer les rendements à l'hectare seraient à l'origine de cette stabilisation, qui permettrait même à 10 % des terres actuellement cultivées de retrouver leur état naturel.

Les auteurs se basent sur une analyse rétrospective de la consommation et de la production en Inde et en Chine, remontant aux années 1960 pour montrer que la croissance démographique et des revenus dans ces pays ne s'est pas accompagnée d'une expansion proportionnelle des terres cultivées (grâce notamment à la « révolution verte »). En combinant ensuite des projections de différents facteurs, ils aboutissent à ce résultat de baisse des terres nécessaires :

FIGURE 9 Peaking farmland: Extent of global arable land and permanent crops 1961–2009 and our projection for 2010–2060



SOURCE: For 1961–2009: FAO (2012).

Les auteurs n'excluent cependant pas des « surprises stratégiques » qui viendraient contrarier leurs projections : forte croissance des biocarburants, impact du changement climatique, comportements alimentaires qui iraient au contraire vers plus de consommation de viande, etc.

Leurs conclusions sont très différentes de celles de la FAO qui, dans un rapport publié en juin 2012, estimait pour sa part que 70 millions d'hectares de terres nets supplémentaires devraient être cultivés en 2050 par rapport au niveau actuel.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Sources : *Population and Development*

<http://phe.rockefeller.edu/docs/PDR.SUPP%20Final%20Paper.pdf>

FAO : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/esag/docs/AT2050_revision_summary.pdf

Voir aussi : CEP, 4 pages Analyse n°28 <http://agriculture.gouv.fr/Analyse-no-28-juin-2011-La>

INTERNATIONAL

Rabobank prévoit une forte croissance agricole dans l'Est de l'UE

Pour rechercher la croissance agricole dans les prochaines années, les entreprises de l'agroalimentaire devraient se tourner vers les nouveaux États membres de l'UE. C'est la conclusion d'un rapport du centre de recherche de Rabobank, qui voit dans ces pays le marché le plus dynamique de l'UE dans la décennie à venir.

Selon l'étude, la réforme de la PAC et la hausse du prix des facteurs de production (en particulier le prix de la terre) devraient fortement inciter à des augmentations de la production agricole dans ces pays. Ils pourraient également provoquer des restructurations importantes dans le secteur.

Les effets devraient être variables selon les pays et les secteurs. Les plus fortes hausses concernent les pays qui bénéficieraient le plus de la redistribution des aides directes de la PAC (Bulgarie, Roumanie), et de manière plus importante dans le secteur des céréales. Rabobank explique la hausse prévue de la production par les marges importantes de productivité qui existent dans l'agriculture de ces pays.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source: Rabobank

https://www.pressroomrabobank.com/publications/food__agri/rabobank_report_look_east_for_european_fa_growth.html#pressbasket

Global Trends 2030

Le NIC (National Intelligence Council) américain a publié, comme tous les quatre ans, son rapport de prospective géopolitique. Dans cette nouvelle édition, *Global Trends 2030: Alternative Worlds*, l'accent est mis sur 4 *megatrends* (tendances lourdes) : le pouvoir croissant des individus, la diminution concomitante du pouvoir des États, les tendances démographiques (vieillesse, urbanisation, migrations) et les pressions sur les ressources.

La demande alimentaire devrait en effet, selon le rapport, augmenter de 35% d'ici 2035, alors que les gains de productivité agricole ralentissent. Les besoins annuels en eau atteindraient 6900 milliards de mètres cubes en 2030, soit 40 % de plus que les ressources durables actuelles. En outre, les experts américains reconnaissent que le changement climatique risque d'impacter la sécurité alimentaire mondiale. Les prix des produits alimentaires seront probablement plus élevés, fragilisant les plus vulnérables.

Le rapport envisage la croissance des conflits liés à la compétition pour les ressources, et notamment les ressources en eau. Il est plus optimiste concernant les progrès technologiques, prévoyant un essor des OGM, de l'agriculture de précision, de la micro-irrigation, qui entraînerait une nouvelle croissance des rendements et une meilleure utilisation des ressources.

Parmi les surprises envisagées, la diffusion de la rouille du blé pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur la production mondiale.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : NIC (National Intelligence Council),

http://www.dni.gov/files/documents/GlobalTrends_2030.pdf

Le Gabon veut devenir un pays agricole

Le ministère de l'agriculture du Gabon a annoncé son objectif de faire passer la contribution du secteur au PIB du pays de 1% à 15% d'ici 2020, afin de diversifier une économie trop dépendante du pétrole. Il veut notamment développer les cultures commerciales (d'huile de palme, sucre, café et cacao) afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays et d'exporter sur les marchés régionaux et internationaux.

La production a déjà été stimulée par la compagnie singapourienne Olam International, qui a réalisé d'importants investissements en partenariat public-privé avec le gouvernement. Le Gabon projette de produire 250 000 tonnes d'huile de palme en 2020, contre 50 000 actuellement. S'il dispose d'un million d'hectares de terres cultivables et d'un régime fiscal favorable aux investisseurs, il manque en revanche de main-d'œuvre agricole. Le ministère prévoit, pour y remédier, d'améliorer l'enseignement agricole.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : AllAfrica.com

L'agriculture au centre du défi de l'emploi mondial

Alors que la Banque mondiale consacre son rapport annuel 2013 sur le développement à l'emploi, une publication du CIRAD vient alerter sur l'enjeu de l'appui aux agricultures familiales pour relever le défi de l'emploi, en particulier dans une région comme l'Afrique subsaharienne. Dans cette région, c'est en effet l'équivalent de la population actuelle des États-Unis (330 millions) qui arrivera sur le marché du travail dans les 15 prochaines années. Et près des deux tiers vivront dans les zones rurales.

Le rapport de la Banque mondiale souligne, pour les pays très agricoles, le besoin d'augmenter la productivité agricole d'un côté, et de créer des emplois non agricoles de l'autre. Mais Bruno Losch, du CIRAD, considère qu'en Afrique subsaharienne, c'est dans le secteur agricole qu'une création massive d'emplois est nécessaire. En effet, le contexte de mondialisation réduit drastiquement les possibilités de diversification économique de ces pays, et il n'est donc pas possible, selon lui, de reproduire dans cette région les modèles de transition qu'ont connus l'Europe, puis l'Amérique Latine et l'Asie.

Pour cela, l'article du CIRAD recommande de privilégier les agricultures familiales, d'appuyer le développement des filières de produits vivriers et d'accélérer la diversification rurale en renforçant les économies locales de façon durable.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Sources : Banque Mondiale <http://econ.worldbank.org/external/default/main?contentMDK=23044836&theSitePK=8258025&piPK=8258412&pagePK=8258258>

CIRAD

http://www.cirad.fr/content/download/7204/75219/version/3/file/Perspective19_Losch_FR.pdf&sa=U&ei=Whb0UP-4DsO-0QWVqIFI&ved=0CByQFjAA&usg=AFQjCNGrogmzbw9ZjNHBRz2_AksmuVzVnA

L'Inde, bientôt premier exportateur de viande bovine ?

L'Inde va devenir le premier exportateur mondial de viande de bovins en volume, selon les prévisions de l'USDA, et devancerait ainsi le Brésil.

La production indienne augmentant davantage que sa consommation (très faible en Inde en raison des croyances religieuses), les exportations progressent en effet. Il s'agit majoritairement d'exportations de viande de buffles congelée, un produit à bas coût qui répond à la demande croissante de certains pays de l'Asie, du Proche et du Moyen-Orient. De plus, l'USDA indique que l'expansion des exportations de l'Inde est également liée à sa capacité à répondre à la demande en produits halal.

Les problèmes sanitaires restent toutefois un frein important pour les exportations indiennes : d'importantes marges de manœuvre dans l'organisation de l'élevage, les infrastructures et les conditions d'hygiène des abattoirs demeurent.

Source : *Lettre économique de l'APCA* n°324, décembre 2012

ALIMENTATION / AGROALIMENTAIRE

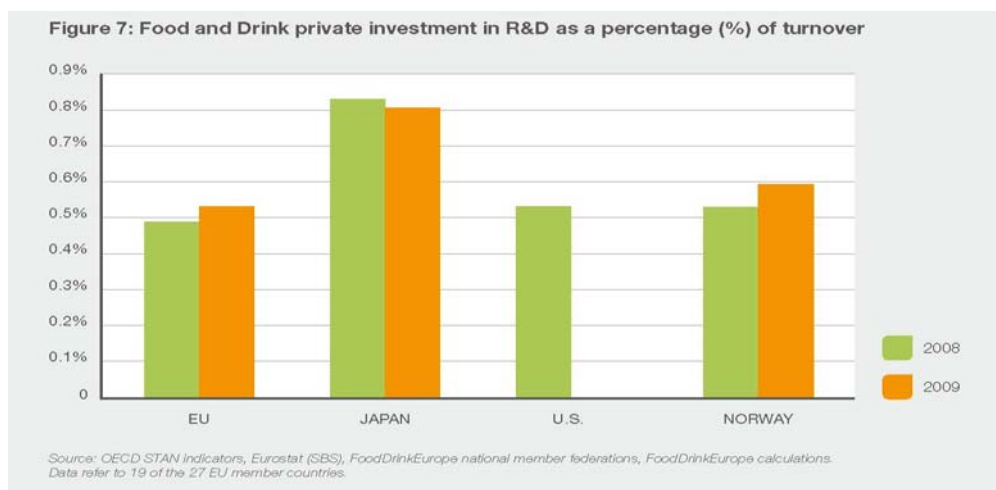
Compétitivité du secteur agroalimentaire européen

Un rapport de FoodDrinkEurope fait le point sur le secteur agroalimentaire dans l'Union européenne, premier secteur industriel en termes de chiffre d'affaires (956 milliards d'euros) et

d'emploi (4,1 millions). Malgré la crise économique depuis 2008, le secteur reste solide et moins soumis à la conjoncture que les autres industries. Il a généré près de 14% de la valeur ajoutée industrielle européenne en 2009, soit 2% du PIB européen. Autre caractéristique, il dépend largement de la demande interne à l'UE.

Selon ce rapport, l'industrie agroalimentaire européenne perd du terrain face à ses concurrents, notamment l'Argentine, le Mexique et les États-Unis. Mais ses performances seraient meilleures que celles de la Nouvelle-Zélande, du Brésil et du Japon.

Malgré des progrès, l'investissement dans la R&D en Europe reste moins important dans le secteur agroalimentaire que dans les autres industries ou que dans les secteurs agroalimentaires d'autres pays, en particulier le Japon, les États-Unis et la Norvège :



FoodDrinkEurope fait des propositions pour améliorer la compétitivité des industries agroalimentaires, comme d'identifier les blocages à la recherche et à l'innovation, et plus généralement de développer une politique industrielle spécifique au secteur au niveau européen.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : FoodDrinkEurope

http://www.fooddrinkeurope.eu/uploads/publications_documents/Final_FDE_competitiveness_web2.pdf

L'obésité tue davantage que la malnutrition

L'Organisation mondiale de la santé diligente régulièrement depuis les années 1990 une étude sur la charge mondiale de morbidité, par maladies, traumatismes ou facteurs de risques, dans les différentes régions du monde.

La revue *The Lancet* a publié en décembre 2012 une analyse des tendances révélées par le dernier *Global Burden of Disease*, analyse effectuée par une équipe de chercheurs de la fondation Bill-et-Melinda-Gates. L'équipe a analysé les causes de mortalité, sur une période 30 ans, dans 187 pays du monde.

Parmi les conclusions, on notera que l'obésité, par le facteur de risque qu'elle représente pour la survenue de certaines maladies telles que diabète et autres maladies nutritionnelles, maladies cardiovasculaires ainsi que certains cancers, tue désormais davantage que la malnutrition.

Si l'effort doit porter sur la prévention des maladies transmissibles dans les pays pauvres, des messages doivent également passer sur la prévention des maladies

chroniques liées au surpoids.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *The Lancet* <http://www.thelancet.com/themed/global-burden-of-disease>

Conséquences d'un changement de régime alimentaire

Une étude du docteur Stéphanie Fulton, de la faculté de médecine de Montréal (Canada) et publiée en décembre 2012 dans l'*International journal of obesity* révèle qu'une consommation importante d'aliments gras et sucrés peut entraîner des modifications chimiques dans le cerveau, comparables à celle occasionnée par la consommation de certaines drogues. Il s'agit notamment de modifications relatives à la sécrétion de neurotransmetteurs tels que la dopamine.

Il était connu que la consommation d'aliments gras et sucrés entraînait une certaine sensation d'euphorie. L'étude révèle que, parallèlement, le changement alimentaire (passage d'une alimentation grasse et sucrée à une alimentation plus diététique) peut occasionner des signes de sevrage pouvant aller jusqu'à de la dépression.

Des expériences ont mis en évidence des anomalies comportementales chez des souris nourries pendant un temps avec un régime riche en lipides et sucres, puis avec un régime plus restrictif. Les animaux concernés offraient une résistance moindre au stress et évitaient les espaces ouverts.

L'équipe du Dr Fulton travaille sur les différentes pathologies pouvant être associées à l'obésité : diabète, troubles cardio-vasculaires et certains cancers.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Nature* <http://www.nature.com/ijo/journal/vaop/ncurrent/full/ijo2012197a.html>

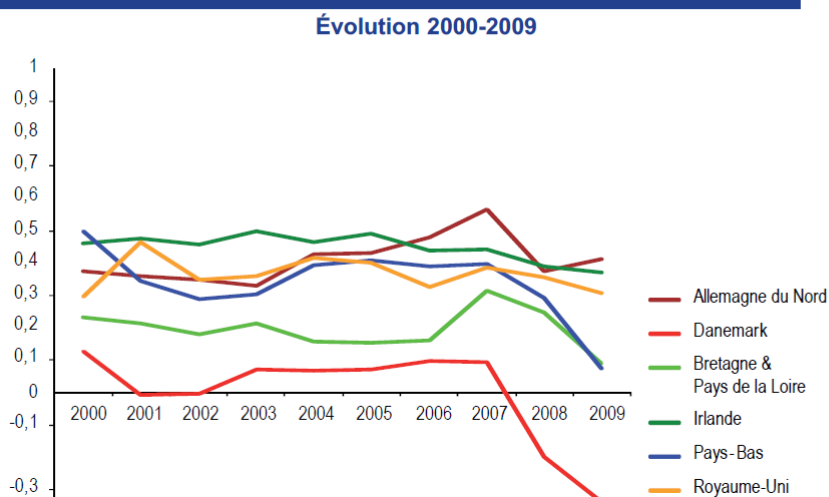
ÉCONOMIE

Exploitations laitières du Nord de l'Europe : quelles économies d'échelle ?

Trois ans après la crise du lait de 2009, l'Institut de l'Élevage présente, dans un de ses derniers dossiers *Économie de l'Élevage*, une comparaison des différents « modèles laitiers du nord de l'Union européenne à l'épreuve de la volatilité ». Atouts, faiblesses, menaces et opportunités des filières laitières en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark y sont exposés.

Les résultats montrent notamment les limites du modèle danois, caractérisé par l'agrandissement et la capitalisation des structures de production. Si le niveau de production par actif y est très élevé (près de 500 000 kg de lait par UTA), les exploitants ont été fortement affectés par la chute des prix du lait en 2009 avec une baisse brutale de leurs revenus (-70 000 € / actif non salarié en 2009), et les exploitations ont été fragilisées du fait de leur endettement, avec des encours moyen-long terme dépassant les 2 millions d'euros par exploitation en 2010. Les travaux de l'Institut de l'élevage montrent en outre que la relation entre taille de l'atelier laitier et rémunération du travail est négative au Danemark depuis 2007.

Coefficient de corrélation¹ entre rémunération du travail familial (RCAI/UTA non salariée) et taille de l'atelier (production laitière de l'exploitation) Figure 1.23



Au-delà de ces aspects, ce dossier de *l'Economie de l'élevage* montre la diversité des problématiques auxquelles font face les filières laitières du Nord de l'Europe.

Marie-Sophie Dedieu, Centre d'études et de prospective

Source : Institut de l'Élevage

<http://idele.fr/domaines-techniques/economie-des-filières/analyse-des-filières/publication/idelesolr/recommends/les-modeles-laitiers-du-nord-de-lunion-europeenne-a-lepreuve-de-la-volatilite.html>

ÉNERGIE / CLIMAT

Analyse rétrospective et prospective de la dépendance économique de l'agriculture à l'énergie

L'Ademe a publié fin 2012 une étude visant à estimer la dépendance économique du secteur agricole à l'énergie (1990-2020), et en particulier l'importance de l'énergie dans la préservation de la rentabilité économique des exploitations. Les auteurs ont cherché à déterminer à la fois la part des dépenses de fonctionnement liée à l'énergie et la production d'énergie renouvelable pouvant contribuer à réduire la dépendance énergétique.

Les auteurs estiment que « le montant total des charges liées à l'énergie, directe et indirecte, s'élève à 12 300 €/exploitation en moyenne » en 2009. En 2010, l'énergie représentait en moyenne 13% des charges variables de la « ferme France », avec une variabilité importante entre exploitations et entre productions. Les auteurs distinguent d'un côté les exploitations d'horticulture et maraîchage, polyculture et granivores, avec une faible part des consommations d'énergie mais une forte dépendance à l'énergie, et de l'autre les exploitations de grandes cultures, polyculture élevage, bovins et bovins lait, avec une consommation et une dépendance énergétiques élevées.

L'Ademe a également tenté d'évaluer la potentielle réduction de la dépendance grâce à une production d'énergies renouvelables autoconsommées sur les exploitations agricoles. Avec une hypothèse de production globale d'énergie renouvelable de 52 TWh à l'horizon 2020 (contre 27 TWh en 2010), et en se basant sur les prix de vente du kWh de début 2012, la production d'énergies renouvelables du secteur agricole pourrait représenter un équivalent de revenu d'environ 5 milliards d'euros. Cette production pourrait contribuer à réduire la vulnérabilité

énergétique des exploitations (méthanisation autonome à la ferme, panneaux photovoltaïques, biomasse pour le chauffage de serres, etc.).

Malgré les incertitudes liées aux hypothèses réalisées, les auteurs concluent que « cette évaluation démontre le potentiel de contribution important d'un secteur qui ne représente que 2% à 3% de la facture énergétique nationale ».

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : ADEME <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=85625&p1=30&ref=12441>

Lancement d'un Club Climat Agriculture

La CDC Climat recherche (filiale de la Caisse des dépôts et consignations), l'INRA et l'APCA ont annoncé le lancement du Club climat agriculture. Ce Club s'adresse aux acteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie (organismes professionnels du secteur, acteurs financiers, collectivités territoriales, ministères et institutions publiques). Il vise à mutualiser les connaissances et à animer un réseau d'acteurs opérationnels pour exploiter le haut potentiel d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du secteur agricole. Il traitera également des impacts attendus du changement climatique et des techniques et outils économiques pour s'y adapter.

Des sujets thématiques en fonction des priorités de ses membres seront détaillés, comme la réforme de la Politique agricole commune (PAC), des études de cas en France et à l'étranger, la séquestration du carbone dans le sol.

Source : INRA http://www.inra.fr/presse/lancement_club_climat_agriculture

RECHERCHE

Bâtiments d'élevage du futur

Un colloque a été organisé le 13 décembre 2012 par le Réseau mixte technologique (RMT) *Bâtiments d'élevage du futur*, réseau structuré autour des instituts techniques des filières ruminants, porcs, volailles et du réseau des chambres d'agriculture, et qui implique également les acteurs de la recherche et de l'enseignement.

La journée a été organisée autour de présentations sur quelques enjeux majeurs : l'économie, le travail, la santé et le bien-être des animaux, l'environnement et l'aménagement du territoire. Des réalisations techniques concrètes qui répondent à l'un ou l'autre de ces enjeux ont été présentées.

Une application informatique dédiée à la réflexion sur les enjeux, tendances et orientations techniques sera prochainement accessible sur le site internet du RMT.

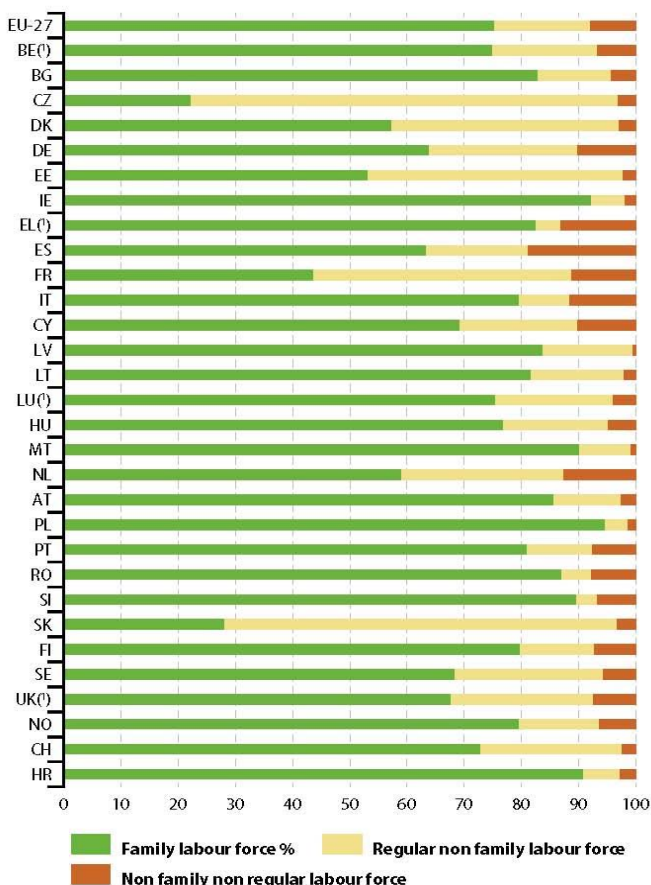
SOURCE : RMT *Bâtiments d'élevage du futur*
<http://www.rmt-batiments.org/spip.php?article202>

EMPLOI

L'emploi agricole en Europe

D'après Eurostat, 23 millions de personnes étaient employées dans près de 12 millions d'exploitations agricoles en 2010 dans l'UE-27. En équivalent temps plein, cela correspond à 9,7 millions d'UTA, la main-d'œuvre familiale en représentant 77% et les salariés permanents 15% et non permanents 8%. Ces proportions varient cependant beaucoup d'un pays à l'autre :

Figure 1.5.1: Share of farm labour force, by type of labour force, 2010 (%)



(†) BE, EL, LU, UK: provisional data.

Source: Eurostat (online data code: ef_lflegaa)

La Pologne a la plus grande population active agricole (1,9 million), suivie par la Roumanie (1,6 million), l'Italie (1 million), l'Espagne (0,9 million), la France (0,8) et l'Allemagne (0,5). Ces pays représentent 70% des emplois agricoles européens. La France et l'Espagne ont les surfaces cultivées les plus importantes.

L'agriculture biologique concerne 1,3% des exploitations européennes et 2,9% de la SAU. L'Autriche arrive en tête de la part d'exploitations bio avec 13%, suivie par la République tchèque (7%), la Suède (6%), l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne et le Danemark (5% chacun).

Source : Eurostat

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-FK-12-001/EN/KS-FK-12-001-EN.PDF

SÉCURITÉ SANITAIRE

Le Sénat recommande une investigation dans la région portuaire de Maastricht

Un rapport d'information du Sénat, publié en décembre 2012, dresse un bilan complet et clair de la gestion de la maladie de Schmallenberg pendant un peu plus d'un an et souligne la collaboration entre les différents services qui a prévalu, et le pilotage de la Commission européenne.

Il cite certaines similarités entre l'apparition du virus de la maladie de Schmallenberg et celle du virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO) dans la même zone d'Europe du Nord à la frontière de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas en 2006. Cette région proche de Maastricht est une zone commerciale importante, notamment pour l'importation de fleurs. Cette coïncidence a été observée par plusieurs scientifiques, dont le docteur Mettenleiter, du Friedrich Loffe Institute, laboratoire de santé animale allemand, qui a identifié le virus en novembre 2011.

Au-delà du cas de l'apparition de la maladie de Schmallenberg, se profile les risques de survenue d'autres maladies émergentes, dont certaines pourraient comporter des risques pour la santé humaine.

C'est pourquoi la Commission des affaires européennes du Sénat conclut à l'importance d'une analyse de risques spécifique dans cette zone sensible, et demande à la Commission européenne de saisir en ce sens l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : Sénat <http://www.senat.fr/notice-rapport/2012/r12-198-notice.html>

FAITS PORTEURS D'AVENIR

Le mouvement des « Incroyables comestibles », des légumes à partager

Venu du Royaume-Uni, le mouvement des « incroyables comestibles » (*incredible edible*) rassemble des personnes qui cultivent un potager et en mettent la récolte en libre disposition pour ceux qui en ont besoin. Lancé en 2008 à Todmorden, cité industrielle du nord de l'Angleterre frappée par la crise, le mouvement s'est développé en Alsace, puis un peu partout en France, stimulé notamment par les nouvelles technologies (page Facebook). Des groupes régionaux se sont structurés pour échanger conseils et graines. Le mouvement essaime dans le monde entier (voir la carte <http://goo.gl/maps/mBKNX>).

S'il s'agit au départ d'une initiative citoyenne spontanée, des municipalités accompagnent ou encouragent le mouvement, comme la ville de Muttersholtz, dans le Haut-Rhin, qui a intégré la démarche dans son schéma urbanistique. De même, la mairie de Moriani, près de Bastia, apporte son aide pour cultiver des terres-pleins devant des immeubles de logements sociaux. La ville de Paris a, quant à elle, relayé l'information sur son site Internet, lançant un appel à participer au mouvement.

Ce phénomène est encore très marginal et encore loin de pouvoir faire de l'ombre aux maraîchers. Il vise surtout à opérer un changement de regard sur la production locale (un sondage réalisé auprès des habitants de Todmorden, la « ville pilote », montre que 83% d'entre eux privilégient désormais les produits locaux dans leurs achats). L'objectif est également de recréer du lien social, rejoignant ainsi d'autres initiatives comme celle de l'association Lien ÉlémentTerre, née à saint-Nazaire et qui commence à essaïmer à travers la France : celle-ci propose la mise en relation entre des habitants disposant d'un jardin mais ne pouvant pas ou plus s'en occuper (souvent des personnes âgées) et des personnes désirant jardiner mais sans terrain, dans le

cadre d'un échange gratuit.

D'une manière générale, les jardins partagés, dans les friches industrielles ou sur les toits des immeubles, se multiplient ces dernières années dans les villes.

Céline Laisney, Centre d'études et de prospective

Source : Incroyables comestibles <http://www.incredible-edible.info/>

Des eucalyptus OGM pour produire des biocarburants ?

La société israélienne FuturaGene développe des eucalyptus génétiquement modifiés et poussant 40% plus vite que la normale (27 mètres de haut au bout de cinq ans et demi; 104 mètres cubes de bois par hectare et par an), et dont le bois pourrait servir à fabriquer du papier, du carburant ou des granulés pour centrales électriques. La croissance rapide des arbres permettrait une réduction importante des prix. Plusieurs centaines de parcelles d'expérimentation existent aujourd'hui, surtout aux États-Unis, mais l'Europe et les États-Unis refusent d'autoriser l'exploitation commerciale de ces arbres. La société est actuellement en attente d'une autorisation d'exploitation commerciale au Brésil, à partir de 2015. La culture de ces arbres génétiquement modifiés comporte néanmoins des risques environnementaux, reconnus par la société FuturaGene et dénoncés par les associations de défense de l'environnement (diminution des ressources en eau, prolifération incontrôlée, baisse de la biodiversité, etc.).

Noémie Schaller, Centre d'études et de prospective

Source : Courrier International

Lancement d'un « Food tank »

Ellen Gustafson et Danielle Nierenberg, chercheuses en agriculture durable, ont lancé le 10 Janvier 2013 FoodTank, un Think Tank sur le système alimentaire mondial.

L'objectif est d'informer et de relayer les innovations mises en œuvre avec succès sur le terrain (comme celles recensées dans le rapport 2011 du Worldwatch Institute, publié en français aux éditions de La Martinière), de rédiger rapports et études sur la sécurité alimentaire, et de préparer un sommet mondial.

Source : Food Tank <http://foodtank.org/>